DECLARATION DU CNDD SUR LE PRÊT-BOURSE IMPOSE AUX ETUDIANTS PAR LE REGIME DE BUJUMBURA

Le Parti CNDD observe depuis plusieurs années la destruction progressive et de manière inexorable du système de l'éducation nationale en général et de l'enseignement supérieur public burundais en particulier par les politiques inappropriées appliquées dans ce secteur vital depuis l'indépendance. Cette destruction a atteint son apogée par la politique irresponsable et antipatriotique du parti CNDD-FDD. Le récent décret instaurant le prêt-bourse et la répression qui s'abat sur les étudiants réclamant l'annulation de cette décision s'inscrivent dans cette logique de la liquidation de l'enseignement supérieur public, et donc de l'avenir du pays.

A. LES FAITS.

1. Le président de facto Nkurunziza a signé le décret présidentiel n°100/18 le 1er février 2017 définissant les nouvelles modalités d'obtention de bourse d'études au Burundi. Ce décret instaure désormais un prêt-bourse aux étudiants burundais de l'enseignement supérieur public.

2. Le CNDD constate que le Gouvernement de facto de Nkurunziza est en train de supprimer la bourse d'étude qui faut-il le préciser, était déjà insuffisante (10 dollars$ par mois), mais combien utile pour la majorité des étudiants issus des familles démunies.

3. Le CNDD constate que pendant que l'enseignement supérieur public est à l'agonie, seule l'oligarchie des dignitaires au pouvoir possède des moyens malacquis pour envoyer leurs enfants aux études à l'extérieur du pays notamment en Chine, Inde, Belgique, Canada, Kenya, Afrique du Sud et ailleurs parfois aux frais de l'Etat, et des établissements d'enseignement supérieurs privés prolifèrent. Le régime s'est désengagé de ce secteur sacré de l'éducation de ses enfants, c'est

ainsi que L'enseignement supérieur est progressivement privatisé. Au moment de la création de la plupart des établissements privés dans les années 2002, les effectifs du public étaient treize fois plus élevés que ceux du privé, mais à partir de 2009, les effectifs du privé ont commencé à dépasser ceux du public.

4. Aux revendications légitimes des étudiants, le régime a comme à son habitude répondu par la tentative de diviser les étudiants et la violence.
A la demande de suspension du fameux décret, les sbires de Nkurunziza ont répondu par le harcèlement, les arrestations et la détention illégale des représentants des étudiants.

B. POSITIONS DU CNDD

1. Le CNDD exige la libération urgente et sans conditions des étudiants arbitrairement arrêtés par les agents de la police burundaise.

2. Le système prêt-bourse instauré par le gouvernement Nkurunziza est très inapproprié dans le contexte actuel où l'écrasante majorité de la population connaît de véritables conditions de vie misérables. Ainsi, la famine et les maladies comme la pandémie du paludisme atteignent plus de 2/3 des citoyens. Le tiers de la population du pays a besoin d'une aide alimentaire, et le chômage frappe de plein fouet tous les jeunes y compris ceux sortis de l'Université.

3. L'école est non seulement le levier de l'ascension sociale par excellence mais aussi le levier de tout développement de toute nation. L'Etat a donc le devoir régalien de garantir un accès à l'éducation à l'ensemble de ses filles et fils du pays sans distinction aucune, par un enseignement public pré-primaire, primaire, secondaire et supérieur gratuit comme ça se fait dans plusieurs pays. C'est aussi une obligation constitutionnelle, en effet, l'article 53 de la constitution stipule que ***« Tout citoyen a droit à l'égal accès à l'instruction, à l'éducation et à la culture. L'Etat a le devoir d'organiser l'enseignement public et d'en favoriser l'accès ».***
L'instauration de prêt-bourse aura comme conséquence l'exclusion des enfants issus des couches sociales défavorisées de l'enseignement supérieur. Or, au Burundi, pays désormais le plus pauvre du monde, plus de 90% de la population est indigente.

4. Le CNDD rappelle encore une fois que l'État doit assurer la protection et la gestion des secteurs publics vitaux et de souveraineté comme l'éducation et la formation, la recherche, la santé, la défense et sécurité, la justice, les transports, l'énergie, l'eau, l'assainissement, les postes et les télécommunications.… C'est la garantie de la solidarité et de la cohésion sociale et territoriale, ainsi que de l'égalité d'accès et d'exercice des droits fondamentaux de la personne. La libéralisation et la privatisation sauvages des services publics n'engendreront qu'une aggravation des inégalités sociales et territoriales, doublée d'une inefficacité économique.

5. Le parti CNDD condamne avec énergie le mode de gestion des crises du CNDD-FDD et de Nkurunziza qui consiste à toujours recourir à la violence. Il exige le retrait du décret et une concertation large sur les problèmes qui minent l'enseignement supérieur en particulier et l'ensemble de l'éducation de manière générale.

6. Le CNDD demande non seulement de ne pas supprimer les bourses d'études, mais plutôt de chercher de nouveaux moyens de financement afin d'augmenter la bourse des enfants issus des familles les plus pauvres. L'accès équitable à l'enseignement supérieur public constitue un facteur important d'intégration des jeunes burundais de tous les horizons, futurs gestionnaires du pays.

7. Le CNDD demande aux étudiants de rester unis et déterminés pour la défense de leurs intérêts vitaux et de ceux de leurs jeunes frères et sœurs encore à l'école primaire et dans 'enseignement secondaire.

8. Le CNDD invite toutes les forces vives de la Nation à soutenir les revendications actuelles des étudiants qui sont justes et légitimes. L'avenir de notre université doit rassembler l'ensemble de burundais patriotes au-delà des barrières partisanes parce que l'enjeu est l'avenir de notre pays qui ne pourra jamais sortir du sous-développement sans une jeunesse bien éduquée et bien formée.

9. Le CNDD met en garde le pouvoir du CNDD-FDD sur le risque de pousser nos jeunes au désespoir ce qui pourrait avoir des conséquences graves pour la paix, la cohésion et la sécurité du pays. Notre parti rappelle que le président Nkurunziza et son gouvernement seront comptables de toute exaction qui sera infligée aux étudiants arrêtés.

Fait à Bujumbura, le 03 Avril 2017
Pour le parti CNDD
Léonard Nyangoma, Président